



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 21/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KIMBERLY CLARK SAS**

M le Directeur  
ZAC de Villey St Etienne  
54200 Villey-Saint-Étienne

Références : 2025\_512  
Code AIOT : 0006200720

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2025 dans l'établissement KIMBERLY CLARK SAS implanté Route de Toul 54200 Villey-Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale combustion 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KIMBERLY CLARK SAS
- Route de Toul 54200 Villey-Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006200720

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kimberly Clark exploite sur le territoire de la commune de Villey-Saint-Etienne une usine papetière régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral 2007-256 du 18 février 2010 modifié au titre de la législation sur les installations classées pour l'environnement.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications apportées à l'installation	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116	Sans objet
3	Réalisation contrôle périodique ICPE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2	Sans objet
4	Mesures périodiques rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II	Sans objet
5	Conditions mesures rejets air	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V	Sans objet
6	Conditions de référence des VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4	Sans objet
7	Respect VLE directive MCP	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.II et 6.3.VI	Sans objet
8	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.4	Sans objet
9	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées sont respectées.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications apportées à l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181-46
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Situation administrative

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis son installation en 2016, la chaudière n'a pas subi de modification. Ses spécifications sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Temps de fonctionnement &gt; 500 h/an ;</li> <li>- Combustible : gaz naturel ;</li> <li>- puissance : 7,7 MW</li> </ul> <p>L'inspection a pu vérifier la puissance de l'installation lors de la visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Registre MCP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115EtR.515-116</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recensement installations MCP</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R. 515-114 :</p> <p>I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;</li> <li>- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;</li> <li>- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</li> <li>- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;</li> <li>- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;</li> <li>- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;</li> </ul>

- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »

R.515-115 :

[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114 «, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

#### Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas encore communiqué les informations concernant son installation de combustion conformément à la prescription.

Par courriel du 13 mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection que son inscription était faite (voir images en annexe).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Réalisation contrôle périodique ICPE

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 1.1.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contrôle périodique ICPE

#### Prescription contrôlée :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme " Objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention " Objet du contrôle". Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention " le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".

Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de

l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.
<b>Constats :</b>  Sans objet, l'installation étant incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation au titre de la nomenclature des ICPE".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Mesures périodiques rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.I et 6.3.II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a déclaré effectuer les analyses requises tous les ans. Il a présenté à l'inspection les deux derniers rapports de contrôle réalisés par l'Apave en juin 2023 et mars 2024. La prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Conditions mesures rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.3.V
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>V. - Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Pour les turbines et moteurs, les mesures sont effectuées en régime stabilisé à pleine charge.</p> <p>Dans le cas des installations de combustion qui utilisent plusieurs combustibles, la surveillance des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les mesures ont été effectuées par l'APAVE. Sur la première page figure le numéro d'accréditation (1-7202). La durée de mesurage est indiquée sur le rapport, soit 30 min, ainsi que les conditions de fonctionnement (8 t/h vapeur, allure : 65 %).</p> <p>Les 3 mesurages effectués ont duré 30 min chacun ce qui correspond aux prescriptions de l'arrêté du 11 mars 2010.</p> <p>Pour chaque paramètre, les dérives des mesures sont dans les exigences et aucune non conformité par rapport aux VLE n'est à expliquer.</p> <p>Les blancs de site ont été réalisés sur les poussières et les SO<sub>2</sub>.</p> <p>Les résultats sont rapportés dans les conditions de référence fixées par l'arrêté (voir point de contrôle suivant).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Conditions de référence des VLE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats des mesures sont exprimés avec une teneur en oxygène de 3%, ce qui correspond aux exigences.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Respect VLE directive MCP

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.2.4.II et 6.3.VI</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  6.2.4.II. - Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses aux installations de combustion fonctionnant plus de 500 heures par an et : - existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW déclarées après le 1er janvier 2014 et mises en service avant le 20 décembre 2018, à compter du 1er janvier 2025 ; [...]
Polluants : SO <sub>2</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / NO <sub>x</sub> (mg/Nm <sup>3</sup> ) / Poussières (mg/Nm <sup>3</sup> ) / CO (mg/Nm <sup>3</sup> )  Gaz naturel, Biométhane : P ≥ 5 : - / 100 / - / 100
Renvoi Conditions Valeur limite d'émission (mg/Nm <sup>3</sup> ) (5) Installation mise en service avant le 20 décembre 2018 et dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée. NO <sub>x</sub> : 550
6.3.VI. - Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b>  Les Valeurs Limite d'Emission (VLE) indiquées dans le rapport sont bien celles indiquées dans la prescription. Ce sont les mêmes que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant. Les VLE sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant. III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NO <sub>x</sub> pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.
<b>Constats :</b>  La chaudière ne dispose pas de traitement de fumées.



<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 9 :** Livret de chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I 6.7
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a présenté deux documents à l'inspection :
---

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- un registre sur lequel figurent toutes les interventions sur la chaudière ;</li><li>- un fichier EXCEL où on retrouve la programmation des interventions ou des contrôles effectuées par les prestataires.</li></ul> |
|--|

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué qu'en cas d'alarme sur la supervision et d'intervention, celle-ci était automatiquement enregistrée sur informatique.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--